

Table des matières

01	Inégalités = frein à la croissance? <i>«In It Together: Why Less Inequality Benefits All»</i>	2
02	Les CVM co-responsables de la stagnation des investissements? <i>«OECD Business and Finance Outlook 2015»</i>	3
03	Transformer un défi en opportunité <i>«Ageing in Cities»</i>	4
04	Jeunes et précaires <i>«Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2015»</i>	5
05	Lutter contre l'abus d'alcool <i>«Tackling Harmful Alcohol Use»</i>	6
06	Le budget d'un maire africain <i>«Perspectives économiques en Afrique 2015»</i>	7
07	Une taxation plus efficace pour le climat <i>«Taxing Energy Use 2015»</i>	8
08	Autres publications	9
09	Calendrier OCDE	9

01. Inégalités = frein à la croissance?

«In It Together: Why Less Inequality Benefits All»

La crise économique intervenue dès 2007 a pris au dépourvu l'OCDE et l'a forcée à réfléchir aux modèles qui sous-tendaient ses analyses et prévisions économiques. L'accent a alors été mis sur des aspects plutôt négligés jusqu'ici comme celui de la répartition des revenus et ses effets sur la croissance économique. C'est sur cette question que se concentre la publication «*In It Together, Why Less Inequality Benefits All*».

Cet ouvrage confirme le constat déjà fait il y a quelques années. Au cours des trois dernières décennies les inégalités ont fortement augmenté dans les pays de l'OCDE. Les revenus des 10% de la population les plus favorisés sont en effet presque 10 fois plus élevés que ceux des 10% les moins bien lotis. Ce rapport se situait encore entre 7 et 8 dans les années 80. Les calculs montrent qu'entre 1985 et 2005 ces inégalités auraient été responsables d'un manque de croissance cumulée d'environ 4.7%, ce qui est considérable.

Le principal mécanisme mis en lumière est la difficulté des couches les plus pauvres de la population d'accéder à une éducation et à une formation de qualité, ce qui représente un frein puissant à la croissance potentielle. Ce phénomène a été accentué par la crise: plus de la moitié des emplois créés depuis le milieu des années 90 ont été des emplois non-standard, c'est-à-dire des contrats temporaires, à temps partiel ou indépendants, qui sont associés

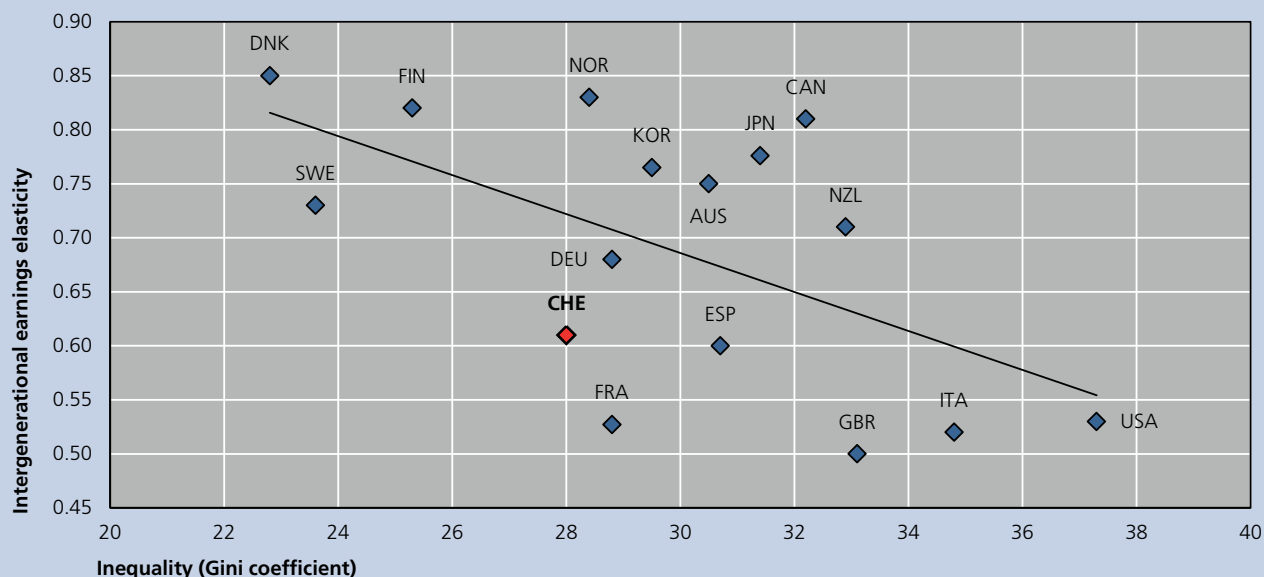
à des niveaux de revenus et de sécurité de l'emploi nettement inférieurs. Une forte concentration des richesses a les mêmes conséquences: les classes moyennes et inférieures ne disposent pas de revenus suffisants pour procéder aux investissements nécessaires, non seulement en matière de formation mais dans d'autres domaines également.

La Suisse se classe parmi les pays où les inégalités sont plutôt inférieures à la moyenne, plus précisément au douzième rang parmi les 34 pays membres. Une comparaison entre l'indice de concentration des revenus et celui de la mobilité sociale entre générations montre que les inégalités les plus fortes sont associées à une faible mobilité intergénérationnelle. A ce niveau (voir graphique), le score de la Suisse est plutôt modeste tout en restant comparable à celui de nos voisins, la France et l'Allemagne.

Dans ses conclusions, l'OCDE suggère aux gouvernements d'augmenter le taux de participation des femmes, de lutter contre une trop forte segmentation du marché du travail, d'intensifier les efforts en matière de formation et de qualifications et, enfin, d'améliorer l'efficacité des mesures de redistribution fiscale.

> Table des matières

Inequality and mobility



02. Les CVM co-responsables de la stagnation des investissements? «OECD Business and Finance Outlook 2015»

La toute nouvelle publication de l'OCDE intitulée «*OECD Business and Finance Outlook 2015*» analyse la situation actuelle des 10'000 plus grandes sociétés du monde cotées en bourse, qui participent aux chaînes de valeurs mondiales (CVM) dans 75 pays et représentent un tiers du PIB mondial.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le rapport arrive à la conclusion que les CVM ne servent pas le développement économique – notamment celui des pays avancés. La stagnation des investissements observée ces dernières années serait en partie le fait des activités des entreprises multinationales dans les CVM. En effet, ces entreprises globalisées ont la possibilité de transférer leur technologie et de localiser leur production là où les conditions sont les plus favorables, souvent dans les pays émergents. Ce faisant elles ont toutefois amoindri la formation de capital dans leur pays d'origine - dans la plupart des cas un pays avancé. Comme en témoigne le graphique ci-dessous, alors que le chiffre d'affaires par salarié dans le secteur de la grande industrie a continué de progresser, il ne semble pas que cette évolution ait été accompagnée d'une augmentation correspondante de la valeur ajoutée produite au niveau national. Les entreprises multinationales auraient donc tendance à privilégier l'efficacité opérationnelle (ce qui ex-

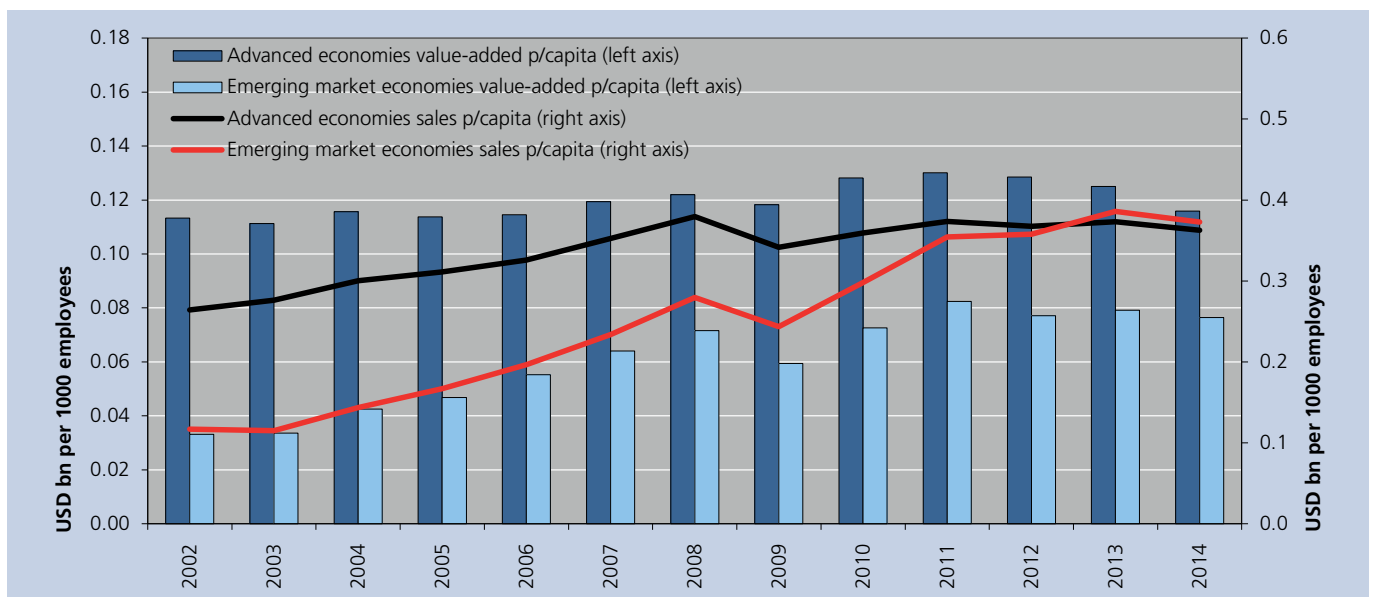
plique le «rattrapage» des pays émergents), plutôt que de procéder aux investissements dans la recherche et dans l'innovation. Ceux-ci sont pourtant nécessaires pour des gains de productivité à long terme, ainsi que pour garantir une croissance durable de l'emploi.

Une autre préoccupation mise en évidence par l'OCDE est liée à l'environnement financier actuel, caractérisé par des taux d'intérêts faibles. L'Organisation relève un risque significatif pour la viabilité financière à long terme des fonds de pension et des compagnies d'assurance, qui pourraient de plus en plus se lancer dans la recherche de rendements plus élevés (et donc plus risqués), afin de générer des rendements suffisants pour tenir leurs engagements vis-à-vis des épargnants et des bénéficiaires.

La nouvelle publication de l'OCDE a été conçue en tant qu'outil additionnel pour les acteurs politiques, offrant une analyse distinctive mais complémentaire sur la scène financière internationale. Le temps nous dira si celle-ci trouvera sa place dans le paysage des études et des publications déjà existantes dans ce domaine et, surtout, si les acteurs politiques en feront bon usage.

> Table des matières

The global productivity catch-up in sales, general industry

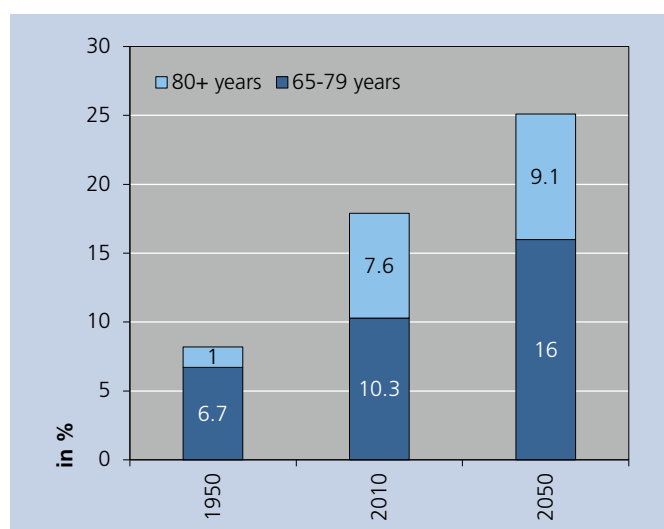


03. Transformer un défi en opportunité «Ageing in Cities»

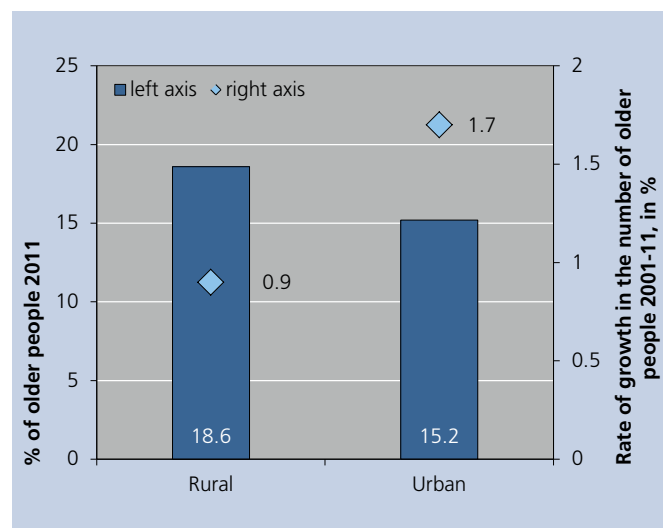
Le vieillissement de la population est un défi auquel nos sociétés devront de plus en plus se confronter dans les années à venir. En effet, si en 1950 seulement 7.7% de la population des pays de l'OCDE était âgée de plus de 65 ans, en 2010 cette proportion avait déjà plus que doublé, atteignant 17.9% (graphique ci-dessous). D'ici à 2050, cette tranche d'âge devrait représenter un quart de la population. En 2011, la proportion de personnes âgées était plus importante dans les espaces ruraux que dans les milieux urbains. Toutefois, la tendance au début des années 2000 montre que le nombre de seniors augmente plus rapidement dans les villes que dans les campagnes (graphique ci-contre). Cette évolution rend indispensable une réponse adéquate des villes à ces changements démographiques.

Les défis dans ce domaine sont multiples: il est nécessaire de repenser de nombreuses infrastructures, de renforcer les services d'aide à domicile, de combattre l'isolement social ou encore d'améliorer l'accessibilité et les coûts des logements. Les villes disposent toutefois souvent d'une marge de manœuvre limitée, car les impôts locaux peuvent parfois être très faibles. La récente publication de l'OCDE «Ageing in Cities» se penche sur les politiques publiques que les villes devraient privilégier dans ce domaine, d'une part pour atténuer les difficultés que pose le vieillissement de la population et d'autre part afin de garantir un développement urbain durable. A travers neuf études de cas (Brno, Calgary, Cologne, Helsinki, Lisbonne, Manchester, Philadelphie, Toyama et Yokohama), ce rapport illustre des exemples concrets des politiques mises en œuvre dans certaines villes des pays de l'OCDE.

Age distribution of the population of older people in OECD countries



Share of annual growth rate of older population in OECD regions 2001-2011



Cette étude met en exergue l'importance de percevoir le vieillissement de la population non seulement en tant que difficulté mais aussi en tant qu'opportunité pour nos sociétés. Répondre à ce défi démographique pourrait ainsi être interprété comme une chance pour favoriser le développement technologique et l'innovation, dans des domaines comme le réaménagement du territoire, les transports ou les logements. L'OCDE recommande aux villes de concevoir leurs politiques publiques davantage sur le long terme et préconise le développement d'un système d'indicateurs qui intègre les évolutions démographiques. Elle avance aussi des propositions concrètes afin de rendre les logements plus accessibles pour les personnes âgées - à travers la mise en place de logements intergénérationnels et de mécanismes de financement plus ciblés - ou de reconfigurer les espaces urbains pour qu'ils répondent davantage aux évolutions démographiques. Enfin, l'Organisation conseille aux villes de développer des stratégies en collaboration étroite avec les acteurs du secteur privé et de la société civile. Pour qu'elles puissent s'inscrire dans la durée, il est en effet très important que ces politiques soient le fruit d'une vaste consultation. Selon l'OCDE, le vieillissement de nos sociétés est certes un grand défi, mais peut aussi devenir, si nous sommes en mesure de saisir cette occasion, une grande opportunité pour nos sociétés d'apprendre à se réinventer.

04. Jeunes et précaires

«Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2015»

La récente publication «*Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2015*» se penche sur la situation des jeunes entre 16 et 29 ans, en matière d'éducation et de marché de l'emploi. Elle relève que ces personnes ont été en moyenne bien plus touchées par la crise que leurs homologues trentenaires plus expérimentés: environ 18 millions de jeunes sont aujourd'hui au chômage dans les pays de l'OCDE. Toutefois, derrière ces chiffres se cache une réalité bien plus complexe. En effet, un autre facteur à prendre en compte est que, à cause de la crise, certaines personnes décident de retarder leur entrée sur le marché du travail ou de s'en retirer complètement. Si on ajoute au nombre de chômeurs les personnes qui ne sont ni en formation ni en recherche active d'emploi (*Not in Education, Employment or Training - NEET*), ce chiffre double pour atteindre 39 millions. Cette catégorie a ainsi nettement augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE (voir graphique). Il est intéressant de remarquer que la Suisse, comme l'Allemagne et l'Autriche qui ont un système éducatif semblable au nôtre, a enregistré une tendance légèrement opposée.

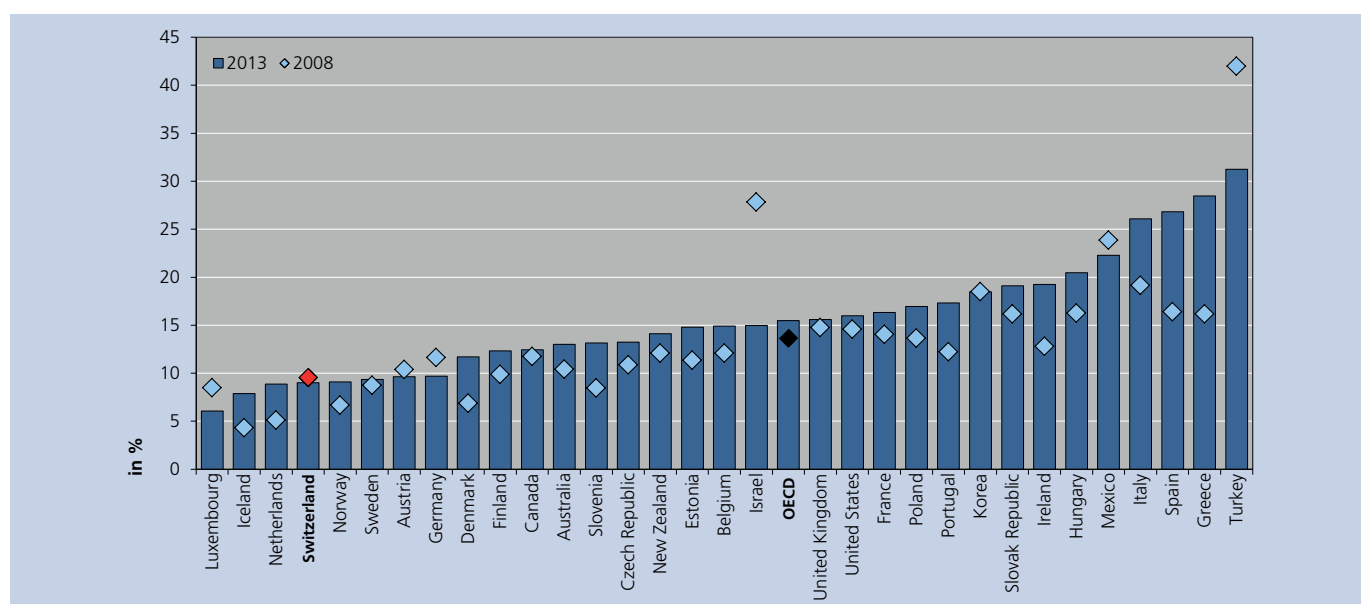
Les mauvaises perspectives d'emploi pour les jeunes ne reflètent pas seulement des destins individuels difficiles, mais peuvent aussi avoir des conséquences préoccupantes pour les pays. Une baisse des recettes fiscales, un capital humain gaspillé et des coûts sociaux à la hausse pèsent lourdement sur notre potentiel de bien-être et mettent en pé-

ril la survie à long terme de nos institutions sociales. Avec le vieillissement progressif de la société, la part de jeunes dans la population totale devrait diminuer. L'OCDE met en garde contre la supposition que le problème pourra se résoudre de lui-même. Au contraire, pour les pays qui ont une population qui vieillit rapidement, il sera encore plus important de réussir à intégrer avec succès les jeunes dans les processus économiques.

Selon l'OCDE, les gouvernements devraient prendre davantage d'initiatives afin de garantir une bonne intégration des jeunes dans le marché du travail. Le rapport conseille d'adopter une stratégie englobante: la formation et le marché du travail ne peuvent en effet pas être conçus séparément. Fait réjouissant du point de vue de la Suisse, l'OCDE attribue un rôle encore plus important que dans le passé à la formation professionnelle. La formation continue sur le lieu de travail, telle qu'elle est conçue en Suisse et en Allemagne, présenterait de nombreux avantages, tout particulièrement au moment de la transition entre la période de formation et l'accès au marché du travail. Ce système aiderait aussi à mieux faire correspondre les compétences des jeunes aux besoins de l'économie.

> Table des matières

Share of 15-29 year-olds neither employed nor in education or training (NEET) as a percentage of population



05. Lutter contre l'abus d'alcool «Tackling Harmful Alcohol Use»

Selon la publication de l'OCDE «*Tackling Harmful Alcohol Use*», la consommation moyenne d'alcool par habitant au niveau mondial est restée relativement stable entre 1992 et 2012. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) relève toutefois que celle-ci a augmenté de façon significative au cours des cinq dernières années. Dans les pays de l'OCDE, la consommation moyenne d'alcool par habitant, 9.1 litres (et encore davantage en Suisse, voir graphique), reste toujours élevée, même si elle aurait diminué de 2.5% au cours des cinq dernières années. Ce sont les pays qui historiquement consommaient le plus - comme la France, l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne - qui ont enregistré les baisses les plus significatives. Au contraire, la tendance en Europe du Nord et dans les pays baltiques (Grande Bretagne, Irlande, Suède, Finlande et Estonie) est allée dans le sens d'une augmentation. Dans les autres Etats, la consommation a légèrement diminué. On enregistre une hausse dans les grands pays émergents, comme la Russie, le Brésil, la Chine et l'Inde, même si la consommation reste, notamment en Inde et en Chine, à un niveau relativement bas en comparaison internationale.

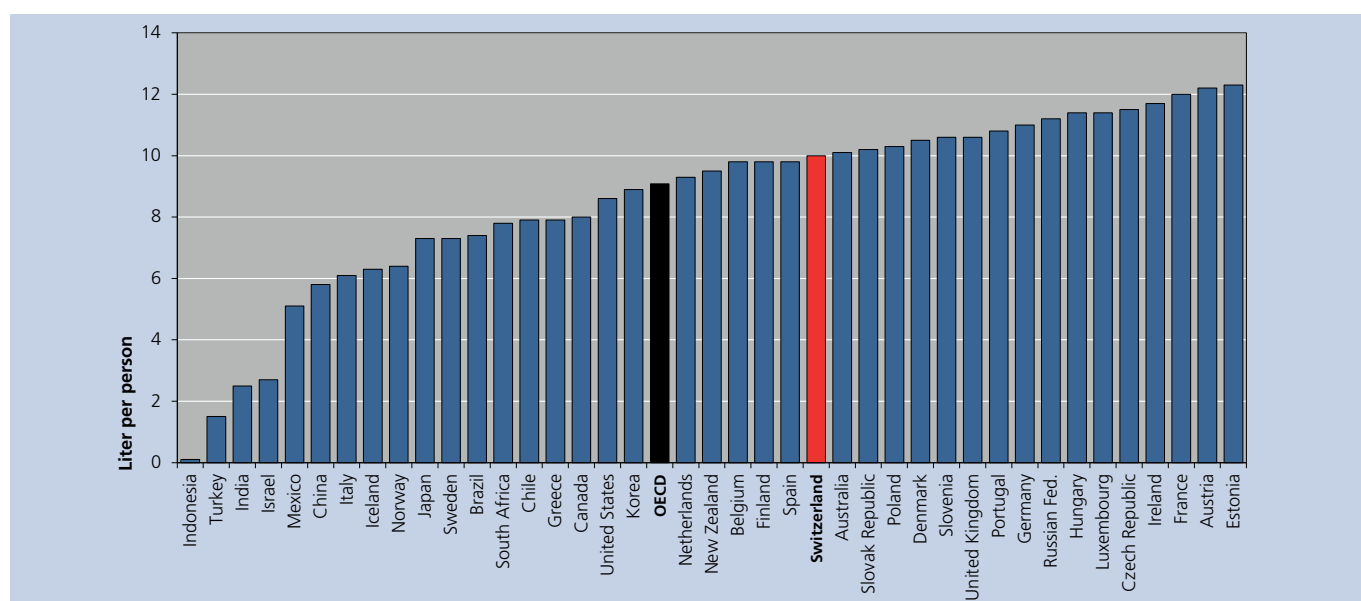
En observant de plus près les caractéristiques sociales des consommateurs, on remarque que cette augmentation a touché en particulier les jeunes ainsi que les femmes. De plus, cette hausse de la consommation serait aussi à mettre

en lien avec une tendance accrue à abuser de l'alcool. Les raisons pour cela seraient à identifier dans le niveau des prix trop bas, la diversité de l'offre, la publicité qui cible plus particulièrement les jeunes, ainsi que de façon générale, une plus grande acceptation de la consommation d'alcool dans la société. Dans de nombreux pays, les habitudes de consommation ont évolué conjointement à l'apparition de nouveaux produits. A cela s'ajoute le fait que l'OCDE estime qu'environ 11% de la consommation n'est pas comptabilisée dans les statistiques.

Cette récente étude illustre que la globalisation touche aussi le secteur de l'alcool. Ainsi, le marché des boissons alcoolisées devrait pouvoir continuer de compter sur une base de clients fidèles. Les gouvernements auront toutefois la responsabilité de trouver des solutions pour limiter les dégâts liés à l'abus d'alcool. Afin de contrer ces conséquences néfastes, les mesures doivent être adaptées aux différentes problématiques. Selon l'OCDE, les incitations financières sont les plus efficaces pour diminuer la consommation. Afin de prévenir les dégâts de l'abus d'alcool, la sensibilisation de la population reste absolument primordiale.

> Table des matières

Alcohol consumption among adults, 2012 (or nearest year)



06. Le budget d'un maire africain «Perspectives économiques en Afrique 2015»

La toute dernière édition du «*African Economic Outlook*» (AEO) se focalise sur les questions liées au développement territorial et à la politique régionale. Cette dimension, pourtant un aspect important des politiques de développement, a été longtemps négligée: au début des années 2000, ce thème n'était que rarement abordé. Ce n'est que avec le «*World Development Report 2009: Reshaping Economic Geography*» (WDR), que cette problématique a commencé à trouver toute sa place. Les évolutions démographiques et économiques des prochaines décennies vont profondément changer le visage du continent africain, et ce de plusieurs perspectives. Entre 2010 et 2050, 910 millions de jeunes arriveront sur le marché du travail.

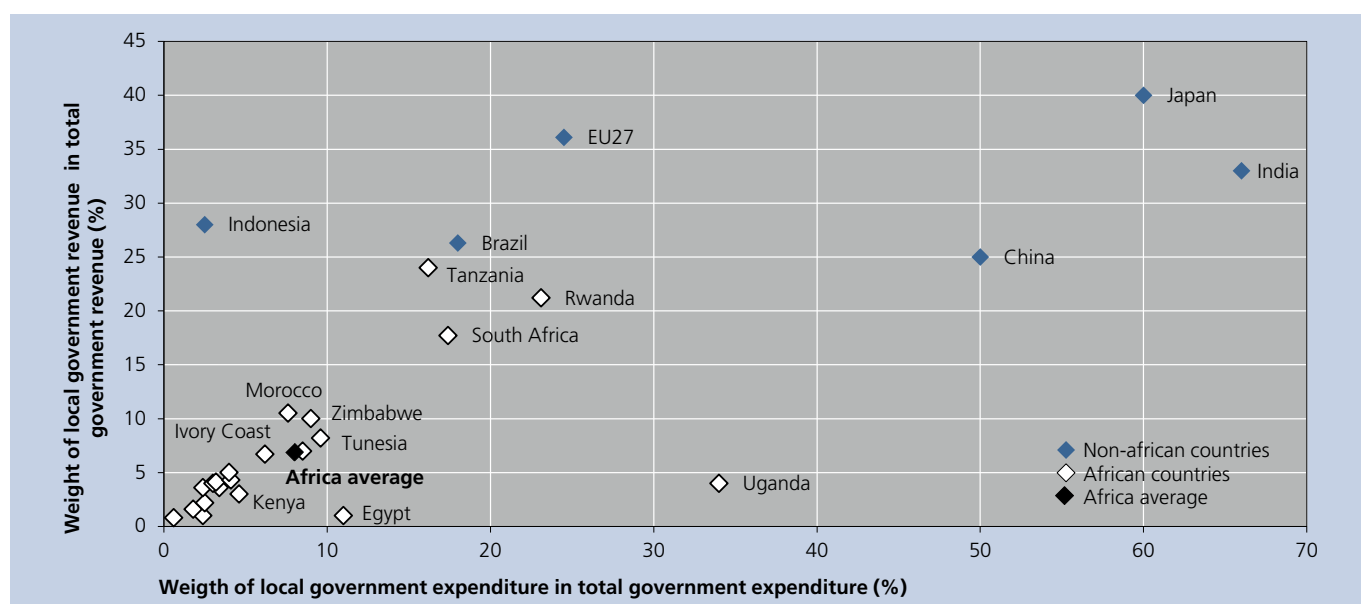
Que devraient et pourraient faire les gouvernements pour favoriser un développement économique qui touche une plus large partie de la population, afin d'atteindre, pour ainsi dire, «le dernier village»? Le WDR de 2009 déconseille une telle approche, en affirmant «*to try to spread out economic activity is to discourage it*». Mais alors, faut-il plutôt privilégier le développement économique des centres ou des régions périphériques? Le AEO ne fournit pas de réponse claire à cette question, mais recommande aux pays africains d'investir davantage qu'à présent dans le développement local et régional. Certes, de nombreuses initiatives, comme les zones économiques spéciales, les couloirs économiques

ou la mise en réseau des petites et moyennes villes, ont déjà été élaborées et déployées. Toutefois, selon ce rapport, le chemin est encore long avant d'aboutir à la mise en œuvre d'une véritable politique multisectorielle qui soit ancrée localement.

Une approche possible pourrait être la décentralisation fiscale, qui apporterait davantage de fonds aux collectivités locales. Dans ce domaine, l'Afrique est moins avancée que de nombreux autres pays (voir graphique): seulement 7% des recettes publiques proviennent des impôts locaux, et seulement 8% de toutes les dépenses publiques (au niveau local, régional et national) sont consacrées aux collectivités locales. En Egypte, au Togo ou au Mozambique celles-ci s'élèvent à moins de 2%, tandis qu'au Rwanda, en Afrique du Sud ou en Tanzanie, elles atteignent au moins 16%. Ainsi, un maire africain aurait à sa disposition un budget en moyenne 100 fois inférieur à celui de ses homologues européens. La politique économique n'explique qu'en partie la raison de cela. La nécessité que cette situation change, pour que les périphéries puissent développer des infrastructures adéquates ainsi que des emplois non agricoles, semble par contre évidente.

> Table des matières

Weight of local government revenue in total government revenue and expenditure

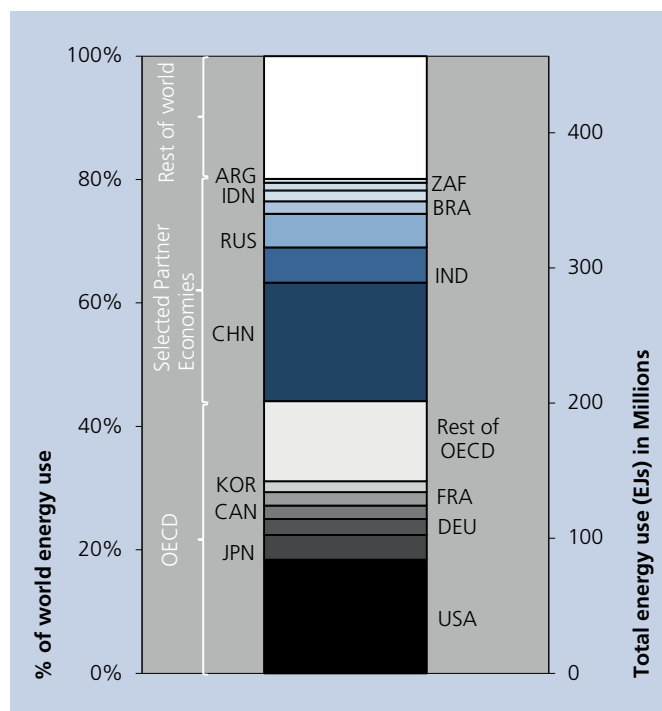


07. Une taxation plus efficace pour le climat «Taxing Energy Use 2015»

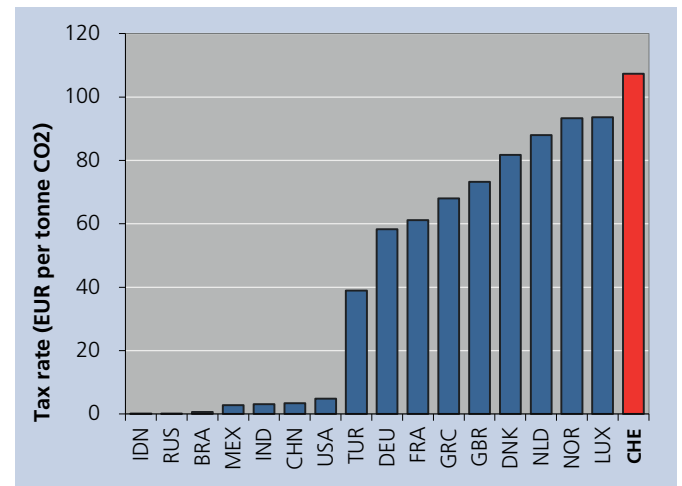
L'année 2015, avec l'échéance de la COP 21, pourrait marquer un tournant dans la lutte contre le changement climatique. La taxation en matière énergétique, qui peut exercer une influence remarquable sur l'utilisation et la production de certaines énergies, est un des nombreux axes de travail des gouvernements afin de contrer le réchauffement de la planète. Calibrée de façon efficace, cette taxation permet d'internaliser les effets néfastes sur l'environnement et sur la santé publique, et représente un outil puissant pour d'équilibrer les coûts et les bénéfices de l'utilisation des différentes énergies. Elle peut influencer de façon significative les comportements des acteurs, qu'il s'agisse des producteurs ou des consommateurs. La question de la fiscalité de l'énergie est donc, dans le cadre des discussions actuelles, d'une grande importance.

Le récent rapport de l'OCDE «*Taxing Energy Use 2015*», passe en revue les taux effectifs d'imposition - selon les sources d'énergie et leur utilisation - dans 41 pays, soit tous les Etats membres de l'OCDE ainsi que sept pays émergents: l'Afrique du Sud, l'Argentine, la Chine, l'Indonésie, l'Inde et la Russie. Ces Etats sont responsables de la vaste majorité de la consommation énergétique mondiale (80%) et des émissions de CO₂ (84%) (graphique ci-dessous).

Composition of world energy use, 2009



Economy-wide effective tax rates on CO₂ from energy



L'étude met en exergue l'hétérogénéité des pratiques en matière de taxation de l'énergie, tout en identifiant quelques tendances générales. On observe par exemple que les pays les plus riches enregistrent un niveau plus élevé de consommation énergétique par habitant, tout en taxant davantage l'énergie. La publication relève aussi que, parmi les pays étudiés, les taxes par tonne de CO₂ peuvent subir d'importantes variations: d'un minimum de 0 – en Indonésie et en Russie – à un maximum de 107,30 euro par tonne en Suisse (graphique ci-dessus). De façon générale, le rapport identifie de nombreuses inefficacités dans l'utilisation de ce type de taxation. Les pays ne profiteraient pas encore suffisamment des marges de manœuvre à leur disposition afin de lancer de véritables signaux qui puissent influencer la production et la consommation de certaines énergies et réduire ainsi les coûts environnementaux. A titre illustratif, les taxes sur le charbon seraient encore beaucoup trop basses pour en refléter adéquatement les effets néfastes. Autre exemple, près de la moitié des pays analysés appliqueraient des taux de TVA plus bas pour certains produits énergétiques que pour d'autres biens de consommation. L'OCDE encourage ainsi les pays à utiliser davantage la marge de manœuvre dont ils disposent en matière fiscale afin de garantir des politiques énergétiques et environnementales plus durables.

> Table des matières

08. Autres publications

«Aid for Trade at a Glance 2015»

Paris, 30 juin 2015

«Perspectives agricoles OCDE-FAO 2015-2024»

Paris, 1er juillet 2015

«Les indicateurs de l'intégration des immigrants 2015»

Paris, 2 juillet 2015

«Panorama des administrations publiques 2015»

Paris, 6 juillet 2015

«Employment Outlook 2015»

Paris, 9 juillet 2015

09. Calendrier OCDE

3rd International Conference on Financing for Development

Addis Abeba, 13-16 juillet 2015

Journée internationale de la jeunesse

12 août 2015

World Water Week

Stockholm, 23-28 août 2015

G-20 Finance Ministers and Central Bank Governors Meeting

Ankara, 4-5 septembre 2015

UN Summit for the Adoption of the Post-2015 Development Agenda

New York, 25-27 septembre 2015